

Éditorial

La lutte contre la pauvreté est compromise par des conflits

Guerres et massacres des populations ; errance dans les brousses et forêts ; famines et misères pour des millions de déplacés ou de réfugiés ; destructions des infrastructures sociales et économiques, voilà le tableau quasi commun dans la plupart des pays africains depuis une dizaine d'années.

Des conflits sanglants continuent à broyer des millions de vies humaines dans les pays tels que la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie et l'Érythrée, la Somalie, la Guinée Conakry, le Libéria, la Sierra Léone, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, le Congo-Brazzaville et la République Démocratique du Congo etc. Face à toutes les horreurs, pourtant si présentes aujourd'hui grâce aux immenses progrès de l'audiovisuel, les Africains semblent impuissants eux-mêmes à arrêter la gigantesque machine de guerre qui n'a cessé d'avancer durant la dernière décennie.

Il devient de plus en plus difficile, voire impossible, de payer à la fois le prix de la guerre et celui de la paix. Garantir à nos populations africaines l'éducation tout au long de la vie de chacun ; maîtriser la croissance démographique et améliorer la qualité de la vie ; accroître la participation citoyenne à la vie politique ; réduire les flux migratoires ; atténuer les inégalités dans la répartition des biens ; affirmer les identités culturelles ; empêcher la dégradation de l'environnement grâce à de très importantes modifications des habitudes en matière énergétique et dans les transports urbains ; favoriser le développement endogène et le

transfert de connaissances ; favoriser la rapidité et l'efficacité de la justice, ... rien de tout cela ne peut se faire dans un contexte de guerre.

Prenons pour exemple la situation d'un pays comme la République Démocratique du Congo qui regorge de ressources humaines et naturelles considérables. Les dommages causés par la guerre qui dure depuis 1996 dans ce pays sont incalculables : 3,5 millions de personnes sont mortes, plus de deux millions de déplacés de guerre, 18,5 millions de personnes n'ont pas accès à des soins de santé en dehors du système traditionnel, plus de 10 mille enfants soldats, 800.000 à 900.000 enfants orphelins du sida, 55 % de la population n'a pas accès à l'eau potable, 400.000 enfants déplacés n'ont pas accès à l'éducation, 16 millions de personnes ont un besoin aigu d'assistance alimentaire, etc. La R.D.C. est actuellement classée 152^{ème} sur 174 pays selon l'indice de développement humain du PNUD ; une chute de 12 places par rapport à 1992.

Un autre exemple, tout aussi dramatique que tragique, c'est au Rwanda qu'il faut le situer. Ce pays a connu, en 1994, un génocide qui a coûté près d'un million de ces habitants. Au Soudan, le conflit affecte particulièrement les femmes et les enfants qui sont confrontés à une famine devenue endémique. En Sierra-Léone et en Angola, les mines ont rendu manchots de milliers de victimes parmi la population.

Plus globalement dans tous nos pays du continent en guerre, celles-ci ont entraîné des coûts directs et indirects : les coûts directs de la guerre portent sur les dommages subis par les infrastructures sociales et économiques et le capital social, par l'interruption des réseaux commerciaux et la destruction des récoltes. Les disparités deviennent insupportables et débouchent sur la contrainte et la domination de nos pays par d'autres. Le vingtième siècle aura été marqué par des formidables progrès scientifiques et technologiques qui n'ont pas beaucoup profité à la grande majorité de nos populations africaines qui croupissent dans la misère. Les coûts indirects portent sur l'inflation, l'accroissement de la dette extérieure, le détournement de la main d'œuvre aux fins des activités militaires, le déclin des investissements du secteur privé etc.

Durant ce siècle passé, l'homme a appris à diagnostiquer et à soigner de nombreuses maladies qui sont cause de souffrances et de mort ; les hommes communiquent avec une précision et une vitesse extraordinaire. Nous avons à notre disposition une information instantanée et illimitée. Tous ces progrès sont hors de portée de l'écrasante majorité des peuples d'Afrique, à cause de conflits dont les dirigeants du Sud ne sont qu'instruments et les peuples que victimes.

Comment stopper ce gâchis ? Comment surmonter les causes de ces guerres : les tensions ethniques ; l'exclusion sociale et les inégalités ; la pauvreté ; la compétition pour des ressources rares et limitées ; la concurrence à propos des terres ; les différences religieuses ; l'oppression et les dictatures ; les conflits frontaliers ; la dégradation de l'environnement et les pressions démographiques, etc... Comment permettre à l'Afrique et à d'autres pays ACP de participer aux débats sur les enjeux de la mondialisation ? Quand allons-nous enfin mettre en œuvre nos engagements vis-à-vis les partenaires de l'Union européenne dans le cadre de l'Accord de Cotonou, si nous devons passer tout notre temps à détruire la vie et son cadre chez nous ?

Le règlement de tous ces conflits est une chose trop sérieuse que la laisser aux hommes et femmes politiques ou aux armes seuls. L'heure est venue, pour les organisations de la société civile, de battre le rappel des consciences éprises de justice et de paix pour examiner en profondeur la situation des conflits sur le continent et de proposer les voies et moyens de les régler. Il nous faut aussi jeter les bases des mécanismes futurs de prévention des nouveaux conflits et de consolidation de la paix.

Comment créer et consolider une conscience de paix ? Comment engager toute notre communauté humaine à une renonciation généralisée de la violence ? Comment passer d'une culture de la guerre à une culture de paix avec la coopération de tous ? Quelle nouvelle approche de la sécurité à l'échelle mondiale, régionale (l'Afrique), sous-régionale et nationale ? Que faire pour que nos armées deviennent garantes de la stabilité démocratique et de la protection

des citoyens ? Comment transformer progressivement nos ministères de la guerre et de la défense en ministères de la paix ? Ce sont là autant de défis à relever et qui méritent des échanges et analyses sérieuses et approfondies.

Certaines de ces questions ont été l'objet d'un vaste débat au premier Forum africain de la société civile à Bamako au mois de janvier 2002. Nous devons donc poursuivre la réflexion déjà commencée afin de définir l'implication réelle de la société civile dans les conflits qui déchirent et retardent l'Afrique. Nous devons avoir notre part dans l'analyse de ces conflits, dans l'information de nos concitoyens sur ces conflits et dans leur gestion pour un règlement définitif et durable.

Nous devons avoir des lois justes et justement appliquées ; une démocratie spécifique à notre culture et un développement participatif pour asseoir cette paix durable. Et pour la construction de chacun de ces trois piliers, le rôle catalytique de la société civile est désormais incontournable.

Georges Tshionza Mata

Secrétaire général du SERACOB/Afrique Centrale